

Chercheur.es et acteur.es de la participation
Liaisons dangereuses et relations fructueuses
Colloque international (29/30 janvier 2015)
Maison des sciences de l'homme Paris Nord

Communication

Atelier 8 : Expériences de collaboration
(Vendredi 30/01/2015 ; 11h-13h)

Auteurs :

Pascale Moity-Maizi (Supagro, UMR Innovation, pascale.maizi@supagro.inra.fr)
Bérangère Storup (Fondation Sciences Citoyennes, berangere.storup@yahoo.fr)

Conceptions participatives et engagements collaboratifs pour l'agrobiodiversité.

Nouvelles postures, apprentissages et incertitudes d'une nouvelle vague de projets de recherche-action en faveur de la transition agroécologique.

Introduction

L'expérience qui fait l'objet de ce texte est issue d'un projet de recherche-action¹ participative² conçu et conduit entre quelques chercheurs, enseignants-chercheurs, membres d'associations et praticiens dans l'agriculture. Auteures de ce texte, nous sommes toutes deux immergées dans ce collectif dispersé dans trois pays (France, Algérie, Bénin). Un objectif commun l'anime : c'est de concevoir et tester des outils de recherche-collaborative entre acteurs d'horizons différents, agissant à divers titres pour la réhabilitation ou l'amélioration de la biodiversité cultivée et plus largement en faveur d'une transition écologique de l'agriculture. Dispositif complexe, ce projet se situe dans la lignée foisonnante des projets *participatifs* avec une volonté affichée de se distinguer d'une logique de transfert, de renforcer et de formaliser les interactions réciproques entre universitaires, chercheurs, animateurs et agriculteurs, pour produire de nouvelles connaissances et innovations. Il implique différentes associations en France et en Afrique, qui accompagnent ou sont elles-mêmes porteuses de projets agricoles qui défendent des modèles agro-écologiques ou s'engagent pour l'accès des agriculteurs à une reconnaissance de leurs savoirs et de leurs droits.

Si chercheurs et agriculteurs sont des acteurs dont les positions sociales et les missions professionnelles sont bien différenciées, en revanche les associations constituent des acteurs *hybrides* puisque certains de leurs membres sont agriculteurs ou chercheurs. Les rencontres entre acteurs dans le cadre de ce projet sont des moments programmés collectivement : réunions régulières de pilotage, « ateliers » pluri-acteurs sur le terrain³ (autrement appelés *laboratoires hors murs*). Un an après le lancement de ce projet, on constate que ces ateliers ont

¹ Cette notion « recherche-action participative » a permis de situer le projet dans les logiques institutionnelles de son financement. Cependant elle reste encore à interroger et à préciser dans le cadre cette fois des configurations de son déroulement et de ses traductions opératoires. Ce sera l'objet d'une partie du rapport final de projet.

² Le projet Laboratoire Hors Murs (Outdoors) [pour la biodiversité agricole](#) est un projet de recherche-action financé par la Fondation Agropolis de juin 2013 à juin 2015. Il est coordonné par P. Moity-Maïzi (UMR Innovation, Supagro) et B. Brac de la Perrière (Association BEDE : <http://www.bede-asso.org/>).

³ Ces ateliers de terrain désignés par les termes « laboratoires hors murs » ont donné son nom au projet. Cette appellation est inspirée par – et non directement empruntée à – l'ouvrage de M. Callon et al. (2001).

été des espaces privilégiés où se sont opérés des *passages de frontières* (Lamont et al. 2002) particulièrement efficaces pour produire une *grammaire* commune (Lemieux, 2009) et des connaissances partagées. Ces passages de frontière que l'on peut identifier au cours d'actions de collaboration, peuvent donner l'impression à un observateur externe d'assister à des rencontres où les identités sont enchevêtrées : ainsi, par exemple, quand les agriculteurs "deviennent" chercheurs le temps d'un atelier ou quand les professionnels d'associations et même les chercheurs s'identifient par moment aux agriculteurs.

Notre objectif ici est d'analyser ces *passages* ou *déplacements* et d'en identifier quelques limites du point de vue de certains acteurs. Nous proposons un exercice à "deux voix" pour comprendre les modalités de ces collaborations où les identités paraissent parfois brouillées, où les uns et les autres endossent différents rôles ou tentent au contraire de s'en défaire. Nous verrons comment certains individus qui par leurs actions, passent des frontières – professionnelles, disciplinaires – traduisent finalement concrètement la dimension participative du projet. La première voix est celle d'une enseignante-chercheuse en sciences sociales, la seconde est celle d'une représentante, elle aussi sociologue, d'une des associations d'accompagnement engagées dans ce projet de recherche-action orientée vers la transition écologique des systèmes agricoles⁴. Nous partons ici de trois hypothèses pour construire notre exposé : i/ ces passages sont facilités d'abord parce que de nombreuses relations sociales – alliances politiques, amitiés, échanges professionnels – pré-existent au projet et facilitent le travail de coordination nécessaire pour pouvoir collaborer ; ii/ le projet est conduit par quelques personnes qui ont une expérience des démarches participatives et il s'inscrit de cette manière pleinement dans l'histoire des projets participatifs – même si (ou d'autant mieux que..) ces derniers sont objets d'une sévère critique – et dans différentes trajectoires individuelles facilitant leurs positions dans les discussions, négociations et productions collectives ; iii/ les positions des uns et des autres mettent en jeu des appartenances et références politiques qui facilitent des glissements identificatoires au cours des débats ou d'actions communes. Mais nous montrerons aussi que ces affinités, ces proximités, en partie construites ou renforcées au cours de ces passages de frontières, qui se traduisent par des collaborations et des connaissances partagées, ne sont pas nécessairement rassurantes pour les chercheurs quand ils ne voient ni comment ni où faire reconnaître les conséquences de leurs mobilisations et de leurs actions, ces nouveaux savoirs co-produits, alors même que leur engagement dans ce type de projet participatif est largement encouragé par leurs tutelles.

Cette contribution présentera d'abord le projet de Laboratoires Hors Murs dans ses grandes lignes comme espace d'interrogations et d'interactions qui rallie quelques chercheurs ; elle évoquera les motifs mobilisés par ses principaux représentants où l'on verra que l'agro-écologie y constitue un idéal et un référent commun (Van Dam et al. 2012) mobilisateur, par rapport auquel tous les acteurs revendiquent des compétences ; après quoi on décrira quelques objets communs émergeant (par exemple : une plate-forme, un plaidoyer,..) des collaborations entre acteurs, qui d'une part révèlent ces passages de frontières, d'autre part traduisent et illustrent cette *grammaire commune*. Enfin, nous soulignerons l'une des principales limites (en forme d'interrogation), qui s'impose à partir de cette expérience : si la réduction des distances et des hiérarchies entre acteurs, si les passages de frontières et déplacements de savoirs ou d'objets se sont avérés salutaires pour aboutir à des connaissances partagées, comment légitimer ces dernières dans le champ scientifique et comment rallier plus de chercheurs à ces expériences collaboratives qui tendent simultanément à prouver que les dispositifs participatifs constituent une voie idéale de production/d'émergence d'innovations (techniques, axiologiques, politiques), et à promouvoir l'agroécologie comme science participative ?

I - Les ambitions et les acteurs du projet de recherche-action participatif LHM

1/ L'antériorité des liens et collaborations pour construire un vaste réseau d'alliés :

⁴ Sur la gestion des connaissances pour ce thème, voir N. Girard, 2014.

Les prémisses du projet Laboratoires Hors Murs sont bien antérieures à son lancement effectif : il y a une réelle antériorité de certains liens, pour la plupart construits par une association et un réseau : BEDE⁵ est une des associations fondatrices du Réseau Semences Paysannes (RSP) qui fédère aujourd'hui près de 80 associations investies dans des pratiques de valorisation de la biodiversité cultivée. Ce réseau naît en 2003 dans un contexte polémique sur la question des Organismes Génétiquement Modifiés qui cristallise les divergences de pratiques et de visions touchant l'avenir de l'agriculture. Différentes associations et communautés paysannes entreprennent de mettre en place des initiatives de réappropriation des semences (Bonneuil et al. 2007) en utilisant des semences non certifiées, libres d'utilisation, qui se caractérisent par une base génétique large (variétés-populations), désormais nommées semences paysannes⁶. Ces initiatives se voient fortement contraintes par un cadre réglementaire dont les contours sont définis pour partie par l'industrie des semences. Le RSP devient donc rapidement un dispositif de luttes nationales, où les revendications et débats mobilisent aussi bien des registres de connaissances techniques que des registres politiques. Très vite, ce réseau et certaines associations en son sein comme BEDE, voient dans la reconstruction de la confiance entre agriculteurs et chercheurs de la recherche agronomique, une perspective incontournable pour faire reconnaître les connaissances des agriculteurs engagés en faveur des semences paysannes et rallier plus largement d'autres acteurs de la société civile, hors du strict champ professionnel de l'agriculture, dans les arènes politiques. Cette confiance se bâtira avec quelques chercheurs de l'INRA d'abord, au travers de projets collaboratifs menés en sélection participative.

L'association BEDE s'implique pour sa part comme un acteur international spécialisé dans l'accompagnement des agriculteurs, localisés sur ce qu'elle appelle des « terroirs-sources », du pourtour méditerranéen en France, au Maghreb mais aussi en Afrique subsaharienne. Cette notion de « terroir-source » renvoie concrètement à la formalisation de partenariats parfois anciens avec des associations ou communautés paysannes qui ont permis d'organiser des échanges d'expériences et de savoirs entre agriculteurs de terroirs différents. D'une certaine manière, les terroirs-sources sont des niveaux d'interactions privilégiés d'où émergent des initiatives en agroécologie. Les collectifs paysans qui s'y sont constitués présentent tous la même ambition de s'affranchir des intrants extérieurs pour gagner en autonomie, diversifier leurs cultures, régénérer la fertilité des sols, faire reconnaître leurs compétences et mieux valoriser leurs productions spécifiques. Ils agissent pour la plupart de manière à retrouver des variétés oubliées, à les adapter à leurs terroirs, à modifier leurs pratiques de culture ; autant d'objets d'apprentissages pour lesquels BEDE, professionnel de la médiation, propose selon les situations, des échanges entre agriculteurs, des documents de vulgarisation ou encore des formations conduites par des techniciens, ingénieurs et chercheurs que l'association sollicite elle-même spécifiquement. Par ses positions et actions, BEDE peut être défini comme un *porteur*, (Thériault et al. 2010) puisque l'association met en relation, parle au nom des uns pour d'autres, représente des acteurs dans certaines arènes ; elle fait donc aussi connaître auprès de publics larges, des problèmes d'ordre structurel touchant les situations des collectifs souvent isolés auxquels elle s'adresse. En tant que porteur, l'association est une figure centrale du projet, qui simultanément coordonne des actions et met en lumière leurs conséquences ou produits (Thériault et al. 2010 : 10). En tant que porteur, elle signale aussi une frontière, terme dont l'usage à peine métaphorique nous permet de « signifier tant la ligne de marquage entre identité et altérité, avec ses mécanismes d'ouverture et de fermeture », que d'évoquer « l'idée d'un espace-tiers, hybride » (Thériault et al. 2010 : 13) dont le projet LHM serait une expression concrète.

L'association Fondation Sciences Citoyennes (FSC) accompagne quant à elle différentes initiatives collaboratives en France, avec un rôle important de *plaidoyer* en faveur de la recherche participative ; elle s'engage auprès d'autres associations et de collectivités locales

⁵ Biodiversité Échange et Diffusion d'Expériences.

⁶ Pour plus amples informations sur ce thème, voir Demeulenaere 2013 et 2012.

pour faire connaître et mettre en lien les projets relevant de cette ambition. Elle est de cette manière à la fois porte-parole et passeur. La recherche-participative pour laquelle FSC s'allie à BEDE articule – *a minima* – un changement volontariste de pratiques techniques (le passage à l'utilisation de semences paysannes), à un modèle économique (non industriel), agricole (l'agroécologie) et social (l'autonomie alimentaire), à travers la création d'espaces d'échange, la mise en réseau et la circulation d'informations interpellant les scientifiques et les politiques⁷.

Les collectifs mobilisés par BEDE et dans une certaine mesure par la FSC, explorent depuis plusieurs années différentes manières d'échanger et d'apprendre. Après avoir été longtemps à la recherche de nouvelles formes d'appui, à laquelle BEDE a répondu en proposant d'autres modalités d'accompagnement (les échanges entre paysans de différents milieux ou terroirs, par exemple), ces collectifs sont aujourd'hui demandeurs de plus de reconnaissance en provenance des institutions scientifiques et politiques. Si leur analyse de la recherche agricole – autant publique que privée – est assez critique, ils souhaitent pourtant multiplier les passerelles avec des techniciens et des chercheurs spécialisés pour faire connaître et valider leurs propres initiatives et expérimentations en matière de gestion dynamique de la biodiversité agricole dans les champs scientifique et politique. C'est pourquoi BEDE s'est engagée à construire un projet qui mettrait en relation – pour des collaborations précises – ces collectifs localisés avec des acteurs scientifiques rattachés à divers organismes publics nationaux. L'enjeu est alors i/ de promouvoir des collaborations entre acteurs faites d'apprentissages réciproques, ii/ plus largement de faciliter des échanges susceptibles de déboucher sur des connaissances co-produites autour d'objets précisément définis et choisis par les agriculteurs ou par la collectivité créée dans l'échange, iii/ de faire « circuler » ces connaissances dans des instances où traditionnellement elles parviennent rarement (l'université, le laboratoire de recherche, la publication), iv/ de faire reconnaître ces connaissances et les enjeux socio-politiques qu'elles recouvrent auprès d'instances scientifiques et politiques à l'échelle nationale et internationale (collectivités locales, ministères, réseaux de recherche internationaux..).

Pour BEDE et ses partenaires, la construction de ces relations repose nécessairement sur des moyens, sur la durée et sur la régularité des interactions entre acteurs : le dispositif classique de type « projet de recherche-action » participative, financé par une institution scientifique publique (ici la Fondation Agropolis) garantit une relative formalisation et stabilisation (sur trois ans) de ces interactions qui portent alors le nom officiel de « laboratoires hors murs ». Indirectement inspiré par les travaux de Michel Callon et Philippe Lascoumes (2001) qui opposent *recherche confinée* et *recherche de plein air*, ce concept recouvre un réseau concret d'interactions régulières entre des collectifs de chercheurs, des collectivités territoriales, des agriculteurs, des consommateurs, tous orientés vers une même volonté de réflexion et d'action sur un domaine au fond très large qui va de la semence à l'alimentation, que l'agroécologie synthétise ; ces interactions régulières devant déboucher sur la définition de questions de recherche communes aux communautés paysannes et aux chercheurs et sur l'organisation d'un processus de co-construction de réponses innovantes. La notion de processus est ici essentielle pour souligner non seulement la durée et la stabilité des interactions mais aussi la complexité des interactions, la diversité des échelles et des objets intermédiaires a priori nécessaires pour

⁷ BEDE et FSC ont donc deux positions différentes dans leur accompagnement. La première intervient sur le terrain même des communautés paysannes, à l'échelle territoriale, dans la construction et la médiation des échanges entre agriculteurs et chercheurs pour innover, puis pour faire connaître ces initiatives dans d'autres communautés paysannes mais aussi auprès de réseaux (RSP) et des collectivités territoriales et nationales. La seconde intervient à l'échelle nationale française pour rallier des chercheurs, susciter et faciliter des réflexions permettant de promouvoir et construire de nouveaux types de collaborations entre science et société ; indirectement elle constitue aussi une « chambre d'écho », un autre porte-parole possible d'initiatives paysannes en France (en particulier relayées par le RSP).

co-construire et faire reconnaître collectivement ces réponses – techniques, économiques ou politiques -⁸.

2/ Les motivations à s'engager dans ce projet participatif

Il n'est pas question de faire ici l'inventaire des intérêts ou motifs de tous les acteurs. Simplement nous voudrions pointer quelques éléments importants en relation avec notre objectif. Tout d'abord, et du fait de relations antérieures au projet, le dispositif repose d'une certaine manière sur un premier cercle ou réseau, constitué de collectifs mêlant agriculteurs, animateurs et techniciens, que l'on peut tout à fait assimiler à des Groupes Professionnels Locaux (GPL) en référence à J-P. Darré (1996), partageant des expériences ainsi que des références idéologiques et théoriques communes. Leur existence même, le fait de pouvoir le rencontrer, ont permis à d'autres acteurs de rejoindre ce réseau. Pour les chercheurs qui s'y engagent, l'intérêt de rallier ce projet renvoie à la conviction que le monde de la recherche a plus que jamais besoin de se rapprocher des questions vives posées par la société à propos du changement climatique, de la qualité des productions alimentaires ou encore du risque d'accaparement du vivant par l'industrie allant à l'encontre de droits d'usage et de droits humains fondamentaux (droit à l'alimentation..). Cette posture renvoie à l'urgence d'une recherche de « plein air » s'inscrivant pleinement dans les débats avec les autres citoyens. La co-production de savoirs constitue là une perspective attrayante pour repenser le rôle de la science dans la société. En somme, il s'agit pour ces chercheurs de transformer leurs convictions en interactions concrètes mais aussi de rompre leur isolement en allant en quête d'autres scientifiques partageant les mêmes perspectives, enfin de tester empiriquement les implications méthodologiques, épistémologiques mais aussi politiques auxquelles conduisent nécessairement ces transformations de la pratique scientifique : la perspective politique de « démocratiser la recherche » résume au fond ces attentes et constitue un motif stratégique de ralliement d'autres chercheurs à ce projet⁹.

Enfin, pour les agriculteurs en France mais aussi dans une moindre mesure, en Algérie et au Bénin, comme pour les acteurs qui les accompagnent et pour les chercheurs, le projet présente au moins trois catégories d'intérêts communs, cognitifs et politiques : i/ celui d'autoriser la formalisation d'une réflexion collective sur la façon dont il est possible d'intégrer (et de traduire) les demandes des communautés paysannes dans la recherche ; ii/ celui de dépasser le cadre strict des terroirs-sources pour tester la possibilité de constituer un plus vaste réseau de collaborations, impliquant plus fortement des partenaires institutionnels tels qu'universités, centres de recherche, instituts techniques ; iii/ celui de concrétiser un engagement politique aux côtés des associations formant le RSP¹⁰ et ancré dans le mouvement social de l'agroécologie (Stassart, 2012), en faisant « sortir » la recherche de son laboratoire confiné et de ses communautés virtuelles (Daignault 2001).

Ces intérêts questionnent évidemment la posture du chercheur, leurs traductions en actions ébranlent ses positions hégémoniques dans la production de connaissances, remettent en cause sa légitimité à parler « pour » ou « au nom de » autrui. Mais ils perturbent aussi a priori les traditionnelles formes de division du travail entre disciplines, entre laboratoires, à l'intérieur des organismes scientifiques ; car la recherche participative dans le projet LHM ne se limite pas

⁸ Sans le formaliser, le projet et les acteurs qui le portent au départ, défendent ainsi une perspective et un point de vue théorique de l'action collective comme espace d'interactions privilégié pour innover et comme ressource stratégique des mouvements sociaux. Cette formalisation relève d'une analyse sociologique des théories et formes d'action collective que nous aurons observées et que nous proposerons en fin de projet.

⁹ Cette perspective, les acteurs et réseaux qui la portent aujourd'hui, les interactions qu'elle a permis de produire et ses traductions dans le champ de l'agriculture et de ses évolutions notamment, seront aussi analysés en fin de projet.

¹⁰ Sachant qu'en Afrique de l'ouest un réseau de même type s'est récemment formé, et rattaché au réseau mondial Via Campesina.

à la rencontre entre acteurs bien différenciés (agriculteurs/chercheurs d'une seule discipline) ; elle implique de nouvelles formes de collaborations entre chercheurs, au Nord mais aussi dans les deux pays d'Afrique concernés (Algérie et Bénin). S'ils sont sincèrement motivés, les chercheurs sont rapidement confrontés à la culture normative de leurs établissements respectifs et de leurs corporations scientifiques qui leurs révèlent au fond que ces collaborations horizontales sont des impensés institutionnels.

3/ Aborder la transition agroécologique à plusieurs voix

Parce que c'est un concept polysémique ou polymorphe justement, l'agroécologie intervient dans les registres de motivation à la fois comme un idéal de relations entre les humains et non humains et comme un référent (technique, scientifique) sur lequel pratiquement tous les acteurs peuvent mobiliser et transmettre des connaissances¹¹. Selon les situations, ces connaissances prennent la forme d'argumentaires puisant dans différents registres (politiques, scientifiques, techniques) pour défendre des objectifs de sauvegarde, de réhabilitation ou de renforcement de la biodiversité cultivée ; ou se traduisent en pratiques techniques dites « alternatives » (par opposition au « monde conventionnel » ou « industriel ») de production, de conservation et d'échanges de semences, contribuant immédiatement à cette biodiversité cultivée et au-delà à une transition agro-écologique. Mais l'agroécologie comme référent partagé (même instable) et comme idéal projeté, renvoie aussi les chercheurs à leurs capacités de produire ensemble et de formaliser des connaissances relevant de plusieurs champs, du moins s'ils admettent la nécessité de la pluridisciplinarité pour produire dans le cadre de l'agroécologie. Deux enjeux motivent et structurent alors le dépassement des logiques disciplinaires : le premier c'est d'arriver à proposer des réponses transdisciplinaires sur un domaine et des questions complexes, le second c'est de faire reconnaître ces dernières dans les différentes arènes politiques (environnementales, agricoles, alimentaires et scientifiques) ; ce dernier enjeu étant pour les acteurs du projet LHM d'autant plus important que les pratiques des agriculteurs¹² s'inscrivent aujourd'hui dans un contexte de réglementations limitatives ou même pénalisantes.

Cependant, la conception d'un processus inévitable et vital (la « transition écologique ») dans lequel chacun devrait s'engager, et des moyens d'y parvenir, n'est pas encore partagée par tout le monde, pas plus que ne l'est l'enjeu de la pluridisciplinarité. La question qui se pose, en France comme au Maghreb et en Afrique de l'ouest, c'est quels chercheurs mobiliser et comment. Car de fait, les acteurs du projet LHM ont rencontré des difficultés réelles à convaincre et rallier des pairs dans les organismes universitaires et de recherche. Ils ont par ailleurs pris peu à peu la mesure des effets de motivations variables d'un chercheur à l'autre : tout le monde n'est pas intéressé par la perspective de devoir peser sur les orientations politiques ou sur les lois ; tous les chercheurs ne sont pas intéressés de la même façon par la recherche de nouvelles variétés ou par la sélection génétique à la ferme. Certes, la biodiversité cultivée et la transition agroécologique constituent des motifs d'attachement et même de mobilisation. Mais leurs déclinaisons pratiques, leurs conséquences, notamment en termes d'engagement dans des arènes politiques de différents niveaux, de même que les multiples compétences auxquelles renvoient ces notions complexes, et la diversité des champs d'action qu'elles recouvrent (de l'opération technique à la parcelle ou sur la plante, à l'action collective, juridique et politique) expliquent sans doute les difficultés à convaincre les chercheurs à « sortir de leurs laboratoires ». Cette réticence est généralement justifiée par des arguments institutionnels ou

¹¹ Ce concept a donc un statut similaire à celui de la *biodiversité* ou des *semences*, analysés par E.

Demeulenaere (2009) qui y voit des *objets-frontières* facilitant les coordinations entre acteurs par le fait même que leurs définitions ne soient pas stabilisées.

¹² Mais on pourrait aussi le dire des pratiques des chercheurs, dès lors qu'ils sortent de leurs logiques et habitudes « confinées » pour construire autrement leurs interactions avec des « terrains », pour proposer d'autres formes d'expérimentations ou pour diffuser des connaissances nouvelles sur d'autres supports que la seule publication scientifique, dont la faible réception par un public est bien connue de tous et fait problème.

politiques. La conscience de devoir s'engager dans des apprentissages (Demeulenaere, 2009 ; Moity-Maïzi, 2011), perçus comme des processus longs, contraignants, est aussi évoquée. Pourtant, ce sont bien ces apprentissages qui inaugurent d'une certaine manière la *démarche active de collaboration* et qui rendent possible l'élaboration d'une *grammaire* partagée (Lemieux, 2009), sur les conceptions et valeurs qui font le cœur épistémique et politique du projet LHM. Devant les réticences et faibles engagements des chercheurs, il nous semble que l'on est encore loin d'une possible communauté de pratiques pourtant rendue possible aussi par ces apprentissages (Demeulenaere, 2009).

4/ La participation : une ambition et une évidence pour les uns, une difficulté insurmontable pour d'autres :

Les acteurs du projet peuvent se distinguer par différents niveaux d'expérience en matière de recherche-participative. Certains mettent en avant « les avantages du partenariat avec la recherche, son utilité pour les deux parties, constatant la complémentarité entre organisations paysannes et chercheurs »¹³. D'autres en ont une vision plus critique en référence par exemple au passé peu convainquant des projets participatifs qui ont marqué les politiques de développement dans toute l'Afrique (y compris le Maghreb) après les décolonisations et jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix¹⁴. Et même si dans le domaine de la recherche ethno-écologique autour de l'agro-biodiversité, la participation des acteurs paraît plus facile et plus familière aux acteurs en France qu'en Afrique, on constate qu'en France peu de chercheurs s'impliquent sur le terrain *avec* des praticiens et dans une recherche de plein air, sur une durée suffisamment longue pour établir de la confiance, pour rendre possibles des apprentissages au travers d'échanges réguliers, pour co-produire des valeurs et des connaissances communes enfin. La recherche confinée reste dominante ; parce que les chercheurs ont du mal à la concevoir autrement mais aussi et surtout parce que leurs institutions tout comme les normes de production et d'évaluation des connaissances scientifiques, ne changent pas encore : le financement des projets de recherche suit toujours des logiques périodiques relativement courtes (de trois ans) et les normes comme les rythmes accélérés de publications inquiètent certains chercheurs sur la possibilité d'intégrer d'autres savoirs, ou simplement d'autres façons de formuler des connaissances, dans les cadres qui leurs sont imposés. Deux arguments reviennent souvent pour expliquer la frilosité à s'engager dans ces processus et apprentissages: i/ le fait que la co-production de connaissances nouvelles qui en émerge repose sur l'acceptation que celles-ci ne proviennent plus de questions et d'hypothèses posées en laboratoire mais relèvent d'une démarche essentiellement inductive¹⁵, donc incertaine, et imprévue dans les cadres normatifs institutionnels auxquels chacun est rattaché ; ii/ le fait que co-produire des connaissances, sortir de son laboratoire et d'une logique disciplinaire pour intégrer un collectif à plusieurs visages repose inévitablement, on l'a déjà dit, sur des apprentissages avec divers acteurs, se réalisant essentiellement par des échanges réguliers dans la durée. Or, rares sont les chercheurs qui s'impliquent au-delà d'un projet, dans des dynamiques longues d'échange et de co-construction avec des collectifs de paysans ; tout aussi rares sont les chercheurs qui s'engagent dans des apprentissages et travaux véritablement pluridisciplinaires. Ces derniers supposent en effet une posture nouvelle caractérisée par l'écoute et l'ouverture des frontières symboliques de la discipline à laquelle on « appartient » ; ils supposent aussi une capacité à changer d'échelle et à modifier l'angle d'approche des objets de la nature : on n'abordera pas la biologie du sol pour mieux comprendre comment pousse une plante, mais comme un facteur

¹³ Hocde H., Sogoba B., Regards croisés de paysans et chercheurs, Actes de l'atelier recherche, 14-18 mars 2005, Cotonou, Bénin

¹⁴ Voir à ce sujet toute la littérature africaniste en sciences politiques et en anthropologie du développement.

¹⁵ Cette démarche, essentiellement inductive, ancrée dans l'écoute et dans le terrain des interactions avec d'autres acteurs, rappelle bien la posture des défenseurs des *grounded theories* en sciences sociales, encore ignorées de la plupart des autres disciplines.

parmi d'autres de la biodiversité cultivée. En somme, l'engagement dans une recherche-action participative impose d'apprendre des autres et d'apprendre à travailler ensemble. L'histoire des rapports entre science et société mais aussi celle des rapports de domination entre Nord et Sud ont un rôle évident sur les représentations et difficultés de chacun, rôle que l'on ne peut évacuer de l'analyse sous prétexte d'engagements des chercheurs. On constate d'ailleurs que le temps consacré à des discussions traitant des modalités par lesquelles on souhaite et pourrait « travailler ensemble » est important dans le processus du projet, soulevant de multiples obstacles institutionnels, révélant des représentations, des ambitions, des possibles dont toute l'analyse reste à faire¹⁶.

Par ailleurs, certains acteurs s'appuient sur leurs précédentes expériences¹⁷ pour insister sur la nécessité d'établir un cadre éthique. Celui-ci doit permettre de préciser les conditions et garanties des partenariats établis entre acteurs, de sécuriser des espaces d'échange, de définir les conditions d'apprentissage, de production et de restitutions des connaissances ainsi que les publics visés (des paysans aux politiques en passant par d'autres chercheurs). Ce cadre éthique revendique à sa manière une justice épistémique : le partage de valeurs et la circulation de connaissances sont pensés comme des impératifs mais certains, notamment les agriculteurs qui ont déjà des expériences de recherche-action participative¹⁸, insistent sur la formalisation nécessaire des collaborations et des conditions d'engagements réciproques, justifiée à double titre : i/ comme seul moyen d'engager véritablement l'agriculture et tous les acteurs concernés vers une transition agroécologique reconnue et soutenue par les politiques ; ii/ comme seul moyen aussi de faire reconnaître d'autres façons de faire de la recherche, d'autres configurations de la science avec la société. Ce cadre éthique serait ainsi une traduction formelle, instrumentale, d'un véritable mouvement de démocratisation de la recherche qui *embarquerait avec* les quelques chercheurs déjà engagés dans le projet, l'ensemble de la communauté scientifique. Sans être un « produit attendu » (un *delivrable*) du projet LHM, ce cadre éthique est un objet de réflexions collectives dont se sont emparées les associations BEDE et FSC, avec quelques chercheurs et agriculteurs. Il a suscité plusieurs rencontres à l'échelle européenne, avec d'autres réseaux engagés sur la même réflexion¹⁹.

La participation des chercheurs à ce projet peut donc aussi s'analyser comme un processus par lequel les acteurs se *dévoilent* comme étant susceptibles, mais sous certaines conditions, d'assumer un autre rôle que celui qui leur est affecté par leurs institutions professionnelles. Elle n'est pas seulement conçue comme une modalité d'interaction en fonction de positions déterminées des uns et des autres par rapport à un objet, à une action ou à un enjeu commun. Elle est envisagée comme une dynamique, avec de véritables *passages de frontières*²⁰, marqués par exemple par l'ouverture « contrôlée » aux autres disciplines ou aux détenteurs d'autres savoirs, ou encore par un changement négocié de rôle dans un processus d'apprentissage (quand le chercheur devient apprenant face à des agriculteurs par exemple). La revendication d'un cadre éthique de collaborations peut s'analyser alors comme une solution pour gérer la tension entre les intentions initiales et les conséquences de l'engagement ou de l'action, qui caractérise tout passage de frontière (Thériault, 2010), et pas seulement comme un instrument de réhabilitation ou de justification que l'on peut brandir face aux critiques des hiérarchies institutionnelles.

¹⁶ Nous rejoignons la position d'E. Demeulenaere (2009) pour qui il serait utile de se pencher un peu plus sur les évolutions (cognitives, pratiques ou sociales) qui ont lieu du côté des chercheurs.

¹⁷ Brac de la Perrière R. A., de Kochko P., Neubauer C. et Storup B., 2011, « Visions paysannes de la recherche dans le contexte de la sélection participative », Editions PEUV.

¹⁸ Ces expériences concernent les agriculteurs et éleveurs membres du Réseau Semences Paysannes, qui ont collaboré à des projets de recherche-action avec l'INRA-SAD, dans le Larzac et le Lodévois.

¹⁹ Notamment le réseau DARE.

²⁰ Un travail plus rigoureux sur les énoncés des chercheurs en France, au Bénin et en Algérie, permettrait de parler parfois de véritable « transgression ».

II Les ateliers ou Laboratoires Hors Murs : espaces stratégiques pour des passages de frontières

1/ Les configurations d'ateliers participatifs :

La réalisation d'ateliers localisés sur différents « terroirs-sources » constitue une étape essentielle du projet pour enclencher un processus de construction d'une intelligence collective à partir d'échanges concrets – de connaissances mais aussi d'objets tels que documents, semences, plants,..- et de divers apprentissages. On l'a déjà mentionné, l'association BEDE permet de s'appuyer sur des expériences de suivi et d'accompagnement de petits réseaux localisés avec lesquels elle a des collaborations déjà anciennes sur différents territoires.

Plusieurs ateliers ont ainsi été organisés à partir de demandes ou d'accords explicites des agriculteurs, qui ont été informés du processus nouveau qui s'engage avec le projet (dans le Minervois, en Algérie, au Bénin). Pour constituer ou renforcer un réseau à partir de chaque terroir-source, une université et des communautés paysannes régionales sont sollicitées. Pour rallier des chercheurs d'horizons disciplinaires, culturels et institutionnels variés dans différents pays, des « ateliers-chercheurs » ont aussi été organisés en France.

2/ les ateliers comme arènes

Ces ateliers sont les fameux « laboratoires hors murs » qui donnent leur nom au projet ; ils sont localisés sur les terrains de pratiques agricoles alternatives, ils ont été proposés et organisés le plus souvent par les praticiens eux-mêmes avec un appui logistique de l'association BEDE ; ils sont présentés (aux chercheurs et ingénieurs qui ont répondu à l'invitation) comme un moyen d'amener des collectifs de paysans et de chercheurs à se rencontrer pour un premier échange sur des questions et problèmes relevant du vaste champ de la biodiversité cultivée ou de l'agroécologie.

On ne peut faire l'analyse détaillée des interactions et de tout ce qu'elles produisent, au cours de ces ateliers, par ailleurs tous différents par leurs formes et contenus. On peut souligner cependant quelques points communs dans ce qui s'opère : confrontation des rôles et des attentes des uns et des autres ; formulation de questions communes ou convergentes ; proposition de méthodes pour animer les échanges ou encore d'outils pour formaliser certains constats ; initiation de projets collaboratifs. Les résultats varient selon les ateliers, le contexte, et la nature du processus engagé entre les acteurs (une discussion était-elle déjà entamée auparavant ? la thématique de recherche était-elle déjà identifiée auparavant ?)²¹. On peut aussi souligner leur dimension très engagée autour d'ambitions et d'idéaux partagés dès les premières rencontres, qui ont facilité les discussions pour ajuster des arguments ou défendre des positions, faisant ressortir au passage le fait qu'un atelier est bien une arène de négociations.

3/ Les ateliers comme espaces stratégiques pour des passages de frontières

Les différentes réflexions sur les articulations recherche-société soulignent les enjeux de l'implication des citoyens dans les projets de recherche. Les expériences menées par les communautés paysannes partenaires de BEDE soulignent, surtout en Europe, le dynamisme de ces groupes de praticiens de l'agriculture qui se forment, expérimentent, se mettent en posture de recherche, et souhaiteraient solliciter des chercheurs, afin de répondre à des questionnements issus de leurs pratiques :

« Il y a urgence maintenant, à cause des effets néfastes des normes réglementaires, à faire valider scientifiquement ces expériences et initiatives paysannes en champ, où l'on cultive ce qu'on veut, comme on veut, où on est autonome, où on maîtrise les nouvelles populations sélectionnées et

²¹ Le projet n'étant pas encore arrivé à son terme, ce qui s'est effectivement déroulé et ce qui a effectivement été produit par ces différents « laboratoires hors murs », fera l'objet d'une analyse approfondie ultérieurement.

semées et où on est clairement engagé dans une agriculture au service de l'élevage. » (éleveur membre de l'association AVEM, juillet 2013).

C'est dans le cadre de ces ateliers-laboratoires que certains agriculteurs se revendiquent paysans-chercheurs, car réellement investis dans des activités de recherche à la ferme, et sont non seulement encouragés mais aussi reconnus comme tels par les chercheurs, quand ces derniers les associent par exemple pour répondre à un appel d'offre de financement d'un projet de recherche-action européen. Pour les agriculteurs, ce glissement garantit la validation et même la légalisation – dans le champ scientifique ET politique - de leurs propres pratiques expérimentales (entendues à la fois dans leurs dimensions de méthodes d'investigation et de résultats) mais aussi la possibilité de contrôler les connaissances produites :

« le fait d'avoir un programme en lien avec des chercheurs rend des pratiques plus simples au sens où elles sont tolérées par la réglementation dans le cadre d'expérimentations. Tout groupe de producteurs a intérêt à monter un projet de recherche pour regarder « ce qu'il se passe ». Les chercheurs ne peuvent pas publier sur des données illégales, tout comme les viticulteurs ne peuvent vendre des produits illégaux. » (G.K., février 2014).

L'engagement de quelques chercheurs en Afrique après l'organisation d'un atelier s'est aussi exprimé comme un passage, et même comme la transgression d'une frontière jusque-là étanche, entre « terrain » et recherche : ainsi par exemple, à l'Université de Béjaïa en Algérie, un chercheur met en avant le fait que les enseignants-chercheurs ont pu se retrouver pour la première fois, à l'occasion de cet atelier, face à des « situations réelles » : *« On a ressenti cela après la rencontre avec les vrais acteurs de la production et de la transformation (même si elle est traditionnelle, elle est technologique...) et on a réalisé qu'on pouvait donner un coup de pouce réellement à ces acteurs, on s'est rendu compte qu'il y a de quoi faire ».*

La rencontre de l'autre donne la possibilité non pas de devenir ou de se sentir paysan mais d'assumer une posture d'apprenti et la part d'incertitude qu'elle recouvre.

Ces passages de frontières opèrent aussi entre chercheurs de disciplines différentes. Par exemple, c'est dans un échange approfondi sur les conditions et modalités de reproduction d'une variété que l'agronome, l'écologue et le généticien finissent par former un seul registre discursif, élaboré dans la négociation et l'explicitation de leurs propres repères et concepts, pour proposer un ensemble d'indicateurs de biodiversité pour un milieu donné. S'ils admettent ne pas être « d'accords sur tous les points tout le temps » ils n'en sont pas moins convergents dans l'établissement d'une preuve, ou dans la co-construction d'un outil ou encore d'un scénario, sur un même problème ou thème autour de la biodiversité cultivée²².

L'engagement des chercheurs dans ce type de collaborations ne s'arrête pas aux échanges d'informations ni aux apprentissages entre chercheurs ou entre chercheurs et agriculteurs. L'enjeu est aussi de faire de chaque chercheur un porte-parole, chargé de faire connaître ces expériences et leurs résultats auprès de son institution puis de collectivités territoriales. En somme, les chercheurs ont pour « mission » de passer du champ scientifique au champ politique, donc de quitter aussi leur traditionnelle posture corporative. Là encore, il y a bien un passage de frontière, particulièrement délicat et pleinement révélateur des rapports complexes, contradictoires, qu'entretiennent chercheurs et politiques, notamment en Algérie et au Bénin. Moins visible, moins souvent abordé dans les débats qui émergent des rencontres avec des agriculteurs, ce déplacement assumé du chercheur vers l'espace public, est pourtant stratégique pour donner aux laboratoires hors murs ainsi qu'à leurs produits matériels et cognitifs, une dimension publique et une reconnaissance institutionnelle. Pour bien des agriculteurs en fait, le chercheur est un acteur politique ou détient les compétences facilitant son accès à ce champ ; quand pour bien des chercheurs, le politique constitue un champ éloigné dont l'accès relève

²² C'est en ce sens que nous rejoignons Warner et al. (2008) sur l'idée de l'agroécologie comme science participative.

encore d'un autre apprentissage. Cet enjeu et cette tension des représentations expliquent sans doute aussi la difficulté de rallier des chercheurs dans ces expériences collaboratives.

III – Limites : des risques pour la légitimité des chercheurs

Un peu à l'image de certaines plates formes, le rôle de ces ateliers est de permettre une rencontre concrète entre chercheurs et agriculteurs, de faciliter leurs échanges, de fournir des objets communs d'observations, de dialogues puis d'expérimentations. Mais cette étape d'expérimentation commune relève encore, dans bien des ateliers observés, d'une ambition finale et non d'une réalité. En effet, qui dit expérimentation commune ou collective dit aussi mise en place d'un protocole, mise au point de méthodes d'observation, d'indicateurs, d'outils communs d'analyse ; cela suppose un dialogue approfondi, une confrontation de connaissances spécifiques, des apprentissages et beaucoup de confiance, imposant nécessairement plusieurs rencontres qui de fait, n'ont pas eu lieu sur chaque terroir-source, pour de multiples raisons logistiques, financières, temporelles mais aussi politiques et symboliques. Au Bénin par exemple, les chercheurs universitaires, sans moyens pour travailler, encouragés à prendre des responsabilités administratives, à publier et à encadrer la recherche des étudiants plutôt qu'à faire eux-mêmes de la recherche et du terrain, reconnaissent ne jamais se rendre sur le terrain, auprès d'agriculteurs. Mais ils ont aussi du mal à admettre que les agriculteurs puissent devenir des « alliés » dans la construction ou dans la formulation de questions de recherche. Il y a là deux mondes qui se méconnaissent et s'ignorent depuis fort longtemps.

Leurs rares rencontres relèvent de strictes logiques descendantes, via les vulgarisateurs officiels qui font un travail de passeurs de savoirs dans le sens chercheurs-paysans. Cependant quelques collectifs paysans se sont formés ces dernières années qui pour la première fois, revendiquent officiellement une interaction et des alliances plus fortes avec des chercheurs, exigent un débat national voire trans-frontalier, insistent enfin et surtout sur les limites de la recherche agronomique dans leur propre pays et sur la capacité du paysan à choisir ses pratiques et variétés à partir de ses propres expériences d'une part, dans une logique d'autonomisation (vis-à-vis de la recherche, comme des semenciers ou de l'Etat) d'autre part²³. Rares sont les chercheurs nationaux à les suivre, c'est pourquoi l'arrivée de scientifiques français, même si elle rappelle le déroulement logique des traditionnels projets de développement, revêt pour eux une dimension politique importante pour la reconnaissance à venir de leurs exigences et la possibilité de faire entendre leurs voix dans les arènes nationales.

Mais ces passages de frontières ne sont pas sans risques. Pour certains chercheurs en France, ils sont porteurs de conflits de légitimité (à vouloir traiter par exemple de questions relevant d'une discipline dont "on n'est pas officiellement") ; mais surtout, ils fragilisent la perspective d'une valorisation scientifique des connaissances quand celles-ci sont produites avec d'autres acteurs à travers des formulations et formes innovantes, fortement orientées par un empirisme méthodologique qui s'oppose radicalement à l'expérimentation formelle fondatrice de certaines sciences. Ces risques interrogent profondément les conditions et modalités de co-production de connaissances (sur divers plans : politique, épistémologique, cognitif) mais aussi et plus largement les perspectives et la pertinence à s'engager dans des projets collaboratifs dont les issues sont incertaines.

²³ Voir les produits issus des organisations paysannes mobilisées depuis 2009 autour d'échanges de semences paysannes et d'une réflexion sur la privatisation de la semence CNOP/BEDE/IIED, au Sénégal et au Mali auxquelles se joignent peu à peu d'autres collectifs du Bénin par exemple : <http://www.bede-asso.org>.

Pour certains agriculteurs, ces passages de frontière présentent le risque d'apparaître aux yeux de leurs pairs comme des courtiers du développement (étant entendu que le chercheur est souvent assimilé au cadre du développement) toujours guidés par des ambitions personnelles et non par un intérêt général (l'autonomie semencière par exemple). Plus largement, faire de la recherche avec des universitaires, étrangers ou nationaux que l'on accueille, est une façon de se démarquer dans une communauté de pratiques localisées qui présente, certes comme toute autre posture de *leadership* dans un collectif, quelques dangers, notamment politiques.

Conclusion

L'expérience encore en cours du projet LHM intègre la catégorie des sciences participatives dans la mesure où comme certains auteurs (Couvét et Teyssède, 2013, par exemple) le suggèrent, il y a bien là un investissement de plusieurs catégories de participants pour traiter, avec des compétences et motivations variables certes, de multiples questions autour d'un même objet, la *biodiversité cultivée*. Si l'on admet par ailleurs, toujours avec ces auteurs, qu'il est possible de distinguer trois grands types de sciences participatives, alors le projet LHM, avec ses modalités de pilotage, avec ses questions produites par les agriculteurs et renvoyées aux chercheurs, et avec ses ateliers, relève au fond de deux types à la fois, à savoir celui des projets *collaboratifs* et celui des projets dits *transformatifs* : car en effet, ce sont des « parties prenantes », ici des associations, qui ont formulé et formalisé un certain nombre de questions et d'objectifs de recherche, en se présentant comme porte-parole des agriculteurs, qui ont ensuite sollicité des chercheurs pour échanger avec ces derniers et de là élaborer un protocole de recherche et/ou répondre directement à leurs questions. Cependant, dans ce dispositif, il ne s'agit plus pour les chercheurs d'analyser les résultats acquis par l'expérience des agriculteurs ou en laboratoire (sur des questions génétiques par exemple), pour faire à terme changer les modes de gestion des écosystèmes cultivés en imposant de nouveaux indicateurs ou de nouvelles pratiques. Leur objectif est *a priori* plus « *exploratoire* » puisqu'il s'agit aussi de co-produire – avec les parties prenantes – des connaissances qui permettent de modifier ces modes de gestion de manière consentie d'une part ; de les faire valider et traduire par les politiques, par l'émission de nouveaux droits ou accords, par la création de nouveaux dispositifs de soutien ou de rémunération, d'autre part. L'enjeu par ailleurs est bien *transformatif* à plus d'un titre : il s'agit par exemple de créer puis de pérenniser au travers de ces collaborations, des dispositifs de coopération innovant se maintenant au-delà d'un projet : observatoires, bases de données, plateformes. Ce sont ensuite ces objets qui devraient permettre de co-produire dans la durée et à plus large échelle des connaissances qui pourraient être validées dans le champ scientifique par les protocoles internes à ces dispositifs et/ou par la régularité des données produites.

Les ateliers, comme traductions concrètes de la possibilité – institutionnelle, scientifique, politique - de créer des *laboratoires hors les murs*, constituent dans ce projet des dispositifs stratégiques. Actuellement proposés essentiellement par une des associations partie-prenante (ici BEDE) ils sont toutefois animés tour à tour par des agriculteurs, des universitaires, des chercheurs ou responsables d'associations. Si l'hypothèse de leur efficacité à rallier, à modifier des formes d'engagement et de validation des connaissances et des acteurs, se vérifie, ils pourraient être rapidement initiés et pris en charge par des collectivités territoriales et des collectifs paysans. Nos premières analyses montrent par ailleurs que ces ateliers ne se réduisent pas à des échanges concrets, autour de questions et d'*objets frontières* (semences, biodiversité

cultivée,...). Ce sont aussi des espaces où s'opèrent plusieurs types de *passages de frontières*. Ces passages ont pour effet immédiat de réduire la distance produite par des routines de dominations symbolique, de faciliter les prises de parole et formes diversifiées d'expressions pour traiter d'un même objet, de brouiller les identités assignées d'experts et de profanes, enfin d'accélérer le processus de co-production de connaissances nouvelles qu'il n'aurait pas été possible de produire si vite autrement (par exemple : arriver à établir entre agriculteurs et chercheurs une première caractérisation des relations entre société et biodiversité locales²⁴). D'une certaine manière ces ateliers constituent des espaces de mise à l'épreuve des savoirs détenus par chacun (selon diverses modalités ou de diverses origines), mais aussi de mise à l'épreuve de chacun dans sa capacité d'écoute de l'autre, dans sa capacité à ne pas imposer un point de vue ou savoir d'expert et à passer d'un rôle à un autre au fil de l'atelier²⁵. Les ateliers ou laboratoires hors murs constituent ainsi des objets stratégiques parce qu'ils génèrent nécessairement de nouvelles connaissances certes mais aussi parce qu'ils permettent de tester empiriquement l'ambition de transformer les rapports entre science et société, en mettant à jour concrètement toutes les incertitudes, limites et formes d'engagement que les acteurs expriment au nom de cette ambition.

Sortir des murs du laboratoire est emblématique d'une volonté croissante des chercheurs de faire de la recherche autrement et donc forcément d'être évalué autrement que par la publication scientifique étroitement normée, à faible réception publique. Si leur rêve n'est pas non plus de devenir journalistes ou porte-parole des communautés qu'ils suivent, décrivent et analysent, ils cherchent des voies alternatives pour produire des connaissances dont le statut ou la validité scientifiques soient reconnus quel que soit le lieu et les modalités de leur production ou encore dont l'évaluation passerait par d'autres critères que celui d'une norme établie par des pairs. L'analyse et l'évaluation globale de tout ce qui s'est joué et de tout ce qui a pu être produit par les différents ateliers du projet nous dira si ces derniers constituent réellement des « espaces-tests »²⁶ réalistes pour effectivement co-produire des connaissances et les faire reconnaître, valider, dans différentes arènes et à différentes échelles. Certes, ce type d'expérience et de dispositif n'est pas unique, en France du moins : les collaborations entre agriculteurs et généticiens sur la conservation et la sélection de variétés anciennes ou locales de blés analysées par E. Demeulenaere en sont un exemple. Mais on ne peut imaginer trop vite qu'un dispositif collaboratif soit identique d'une expérience à une autre. Il est par ailleurs évident que de telles expériences collaboratives au Sud peuvent faire émerger de multiples inattendus, impensables d'une analyse franco-centrée. Pour finir, il est donc important de souligner quelques limites de nos analyses. La première c'est qu'elles sont à relativiser pour l'Afrique et le Maghreb, où les conditions d'exercice scientifique tout comme les statuts de chacun dans un champ – qu'il soit scientifique ou pas – sont limités par des enjeux politiques et

²⁴ Mais les ateliers du projet n'ont pas été suffisamment longs, ou réguliers, pour permettre la co-production de modèles sur ces relations appelés parfois PER pour « Pression (des sociétés) – État (de la biodiversité) – Réponse (des sociétés) ». Mis en relation avec les différents facteurs de pression sur la biodiversité, et avec les réponses des sociétés, ces indicateurs sont de précieux outils d'analyse du fonctionnement des socio-écosystèmes ». (Teyssède, Couvet, 2013 : 57).

²⁵ Par exemple, un expert agronome peut accepter de garder le silence puis d'animer une partie de la rencontre au champ, de multiplier et d'approfondir les questions à tous les acteurs, de prendre des notes pour le collectif ensuite et revenir à sa compétence première reconnue pour répondre à des questions des agriculteurs, ses connaissances par exemple fournir des indicateurs de rendement d'une variété - permettant soit de valider les récits d'expériences, les mesures et autres observations *in situ*, soit de compléter les connaissances d'autrui.

²⁶ Cette analogie avec les espaces-tests agricoles qui se multiplient en France depuis une dizaine d'années à peine, n'est pas fortuite.

par des normes de pouvoirs qui dominent toutes les interactions donc toute possibilité de co-construire : schématiquement il est presque plus difficile pour un chercheur universitaire algérien ou béninois²⁷ de se « glisser dans la peau » d'un agriculteur que pour un agriculteur de « devenir un chercheur » au cours d'une collaboration. De plus, pour bien des acteurs sollicités par les associations parties prenantes au démarrage de ce projet et de ses ateliers, les questions autour de la biodiversité cultivée, les enjeux de nouvelles collaborations, semblaient constituer des préoccupations secondaires pour ne pas dire exotiques, face à une rhétorique alarmiste nationale sur l'urgence prioritaire de nourrir la population, de garantir des revenus économiques aux agriculteurs et de favoriser la croissance économique ; mais aussi dans un contexte où les chercheurs universitaires, trop mal reconnus eux-mêmes par l'Etat, sont toujours en lutte pour conserver leur statut social. Un dispositif participatif est bien un espace politique, de glissement sur des rôles, ce que l'on appelle par facilité des passages de frontière, présentant toutefois des risques évidents, multiples, professionnels et politiques, pour tous ceux dont les statuts ne sont ni garantis ni véritablement reconnus.

²⁷ Et nous n'avons même pas osé évoquer le cas des femmes, agricultrices ou chercheuses dans ce type de recherche participative...Alors qu'en France on peut souligner que c'est avec une chercheuse de l'INRA que s'est construit tout le processus de recherche collaborative sur les blés, mentionné plus haut.

Bibliographie de référence

- Bonneuil C., Demeulenaere E. 2007, « Une génétique de pair à pair ? L'émergence de la sélection participative » in Charvolin F., Micoud A., Nyhart L.K. (dir.), *Les sciences citoyennes. Vigilance collective et rapport profane et scientifique dans les sciences naturalistes*, éd. de l'Aube, Paris : 122-147.
- Brac de la Perrière R. A., de Kochko P., Neubauer C. et Storup B., 2011, *Visions paysannes de la recherche dans le contexte de la sélection participative*, Editions PEUV.
- Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, éd. Seuil, Paris : 257 pages.
- Daignault, J. 2001, "La force des communautés virtuelles: créer en ne s'actualisant pas", *Esprit critique*, vol.03 no.10, Octobre 2001, revue en ligne : <http://www.espritcritique.fr>
- Darré J-P. 1996, *L'invention des pratiques dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissances*, éd. Karthala, Paris.
- Demeulenaere E. 2013, « Les semences entre critique et expérience : les ressorts pratiques d'une contestation paysanne », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, 94 (4) : 421-441.
- Demeulenaere, E., & Bonneuil, C. 2012 « Des Semences en partage » *Techniques & Culture*, (2), 202-221.
- Demeulenaere, E., 2009 « Agriculteurs et chercheurs dans la gestion à la ferme des ressources génétiques : dynamiques d'apprentissage autour de la biodiversité », in Hervieu B., Hubert B. (dir.) *Sciences en campagne. Regards croisés, passés et à venir*, éd. de l'Aube, Paris.
- Demeulenaere, E., & Bonneuil, C. 2010, « Cultiver la biodiversité. Semences et identité paysanne », in Hervieu B., Mayer N., Müller P., Purseigle F., Rémy J. (dir.), *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*, Presses de Sciences Po : 73-92.
- Girard N. 2014, «Quels sont les nouveaux enjeux de gestion des connaissances ? » L'exemple de la transition écologique des systèmes agricoles, *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, 2014/49 Vol. XIX, p. 51-78. DOI : 10.3917/rips.049.0049.
- Hocde H., Sogoba B., 2005, Regards croisés de paysans et chercheurs, Actes de l'atelier recherche, 14-18 mars 2005, Cotonou, Bénin
- Lamont M., Molnar V. 2002, « The study of Boundaries in the Social Sciences », *Annual Review of Sociology*, 28 : 167-195.
- Lemieux C., 2009, *Le devoir et la grâce*, coll. Etudes sociologiques, éd. Economica, Paris.
- Moity-Maïzi P., 2011, « Interroger la localisation et la circulation des savoirs en Afrique », *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 5 (3), 473-491.

<http://www.cairn.info/revue-anthropologie-des-connaissances-2011-3-p-473>

Stassart P.M. et al., 2012, « Chapitre 1. L'agroécologie : Trajectoire et Potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables », in Van Dam D., Streith, Nizet J., Stassart P.M. (dir.), *Agroécologie. Entre pratiques et sciences sociales*, Educagri éditions, Dijon : 25-51.

Storup B. et Neubauer C., « Agriculture et sciences citoyennes : Quelles orientations pour la recherche sur la biodiversité cultivée », série Regards et débats sur la biodiversité, *Regard*, n° 35, SFE, sept. 2012.

URL : <http://www.sfecologie.org/regards/2012/09/04/r35-storup-et-neubauer/>

Thériault Barbara, Bilge Sirma 2010 « Présentation : des passeurs aux frontières », *Sociologie et sociétés*, vol. 42, n°1 : 9-15. URL : [http://id.erudit.org/iderudit:039996ar](http://id.erudit.org/iderudit/039996ar)

| Van Dam D., Streith, Nizet J., Stassart P.M., 2012, *Agroécologie. Entre pratiques et sciences sociales*, Educagri éditions, Dijon.

| Warner, K.D. 2008 « Agroecology as participatory science. Emerging alternatives to technology transfer extension practice » in *Science Technology Human Values*, 33(6):754-777.